

**Ensemble, nous  
imposerons  
notre droit à la  
retraite !**



Le conflit rentre dans une nouvelle phase : le gouvernement veut clore le sujet dans les tous prochains jours par un vote au Sénat qui pourrait intervenir **dès le 15 octobre**, trois jours après la prochaine grande journée d'action. Face à cette perspective, il est indispensable **que les manifestations du 12 octobre soient d'une ampleur inégalée**. Le moment est venu d'intensifier la lutte.

Confronté depuis des mois à une mobilisation exceptionnelle, le **Président et le gouvernement se murent dans un refus du dialogue méprisant** : « ils râlent, mais quand ce sera fait, ils oublieront ».

Las ! Ils ont face à eux des millions de manifestants, soutenus par une grande majorité de l'opinion et s'appuyant sur une unité syndicale qui semble solide et à la détermination intacte. Nous ne voulons pas de cette « réforme ».

**Oui, une réforme est nécessaire. Mais doit-elle être financée à 85% par les salariés et épargner une fois de plus les revenus financiers ? Doit-elle aggraver encore la situation des femmes, en particulier dans la Fonction Publique ?** L'espérance de vie en bonne santé des ouvriers est estimée à 59 ans. Porter l'âge légal de départ de 60 à 62 ans, c'est les empêcher de profiter de leur retraite. La société de demain doit elle être une société individualiste, dure aux faibles, inégalitaire ?

Les arguments du gouvernement sont trompeurs et mensongers :

- **Le rapport nombre d'actifs/inactifs**. La diminution de la part des premiers par rapport aux seconds n'est pas un problème, parce que les actifs, moins nombreux, sont de plus en plus productifs, et ils le seront encore plus demain. Ces richesses supplémentaires doivent-elles seulement servir aux rentiers ?

- **Le déficit n'est pas dû à la prolifération des « vieux »**. Il s'explique en grande partie par l'effort fait par les États pour financer les pertes délirantes des banques, qui aujourd'hui profitent de cette faiblesse des États pour imposer la rigueur, et par l'envolée du chômage, autre conséquence du libéralisme débridé,

- **L'avenir n'est pas si sombre qu'on le dit**. Balancer le « montant » des dépenses dans 30 ans, sans préciser quel sera alors le montant des richesses créées est absurde. Comme si en 1900, on avait dit que le prix du pain allait être multiplié par 1000 sans dire que les salaires augmenteraient (et que l'alimentation ne serait plus la même !)

**D'autres choix de société sont possibles**. Augmenter les cotisations, par exemple, dans la cadre d'une augmentation générale des salaires. Impossible ? **Depuis les années 1980, le partage des richesses n'est plus de 70% pour les salaires et 30% pour le capital, mais de 60/40. Cette année, ce sont 200 milliards d'euros qui remplissent les poches des actionnaires, au lieu d'aller aux travailleurs.**

## Que faire ?

Les actions locales se durcissent et se multiplient. **Des préavis de grève « reconductibles » ou « illimités » ont été déposés** à la SNCF (7 syndicats), à la RATP, dans le secteur pétrolier, les ports, chez les routiers, à EDF et GDF-Suez... La CGT annonce la mise en place dans les localités de points de rencontre publics pour assurer la permanence de la mobilisation. Les lycéens manifestent. Et les queues de cerise concédées jeudi par le gouvernement montre qu'il peut reculer.

Chacun doit prendre la mesure de la situation. En septembre, certains d'entre nous n'ont pas pu faire grève. Ils ont pu manifester le 2 octobre, un samedi. La prochaine étape de la mobilisation est celle du mardi 12 octobre. Elle ne sera peut-être pas la dernière, mais elle sera décisive.

**Pour l'égalité hommes-femmes, pour le droit de ne pas travailler toute sa vie, contre le retour de la pauvreté pour les personnes âgées, contre les assureurs privés qui n'attendent que ça, pour mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales, rien que pour voir la tête que fera Woerth ...**

**Tous dans la rue le 12 !**